

CHAPITRE XIV

MAXIMILIEN REVIENT SUR SA DÉCISION

Tactique du clan clérical gouvernemental contre le triumvirat français. — Retour de Marquez et de Miramon. — Intrigues auprès de l'Empereur séquestré près d'Orizaba. — Maximilien consent à ajourner son départ, il rend son concours aux cléricaux. — Marquez et Miramon reviennent à Mexico pour préparer la lutte. — Démarches du gouvernement auprès du triumvirat. — Intrigues et ruses diplomatiques. — Recommandations étranges faites par l'Empereur au Maréchal. — Roueries du gouvernement ; maladresse du triumvirat. — Le Maréchal appelé à un grand conseil. — Castelnau l'empêche de s'y rendre. — Lourde maladresse. — Congrès pour statuer sur les destinées de l'Empire. — Vote sans majorité. — L'Empereur n'en tient pas compte. — Lettre révélatrice de M. Eloja. — Maximilien se décide à rester.

J'ai exposé la situation dans laquelle se trouvait le clan français en engageant la lutte que soulevait l'abdication de l'Empereur. Que se passait-il d'autre part dans le camp des Impériaux ?

Il faut reconnaître que, dans la cause, l'ennemi fut très habile. Il se rendit parfaitement compte du point faible du *triumvirat* français, associant trois expressions de nature et de valeur différentes : le maréchal Bazaine, le plus gros personnage du Mexique après l'Empereur, mais dont l'immense autorité et l'universel prestige tendaient à s'amoinrir par l'ingérence d'une personnalité nouvelle, obscure, inconnue et absolument étrangère à la situation du pays et de ses affaires ; un ministre de France, M. Dano, depuis longtemps connu au Mexique et de diverses façons, dont les relations créaient pour lui des attaches et des obligations particulières, parfois

embarrassantes pour sa liberté d'allure, et dont l'hostilité pour le Maréchal était de notoriété; enfin, un aide de camp de l'Empereur des Français, qui passait pour être l'inquisiteur du maréchal Bazaine. Tel est le *triumvirat* qui va représenter la France dans la lutte engagée et liquider l'entreprise mexicaine. Il n'y avait pas dans ce groupe la moindre affinité et il suffira d'en désagréger les trois parties, de les opposer les unes aux autres : son action sera paralysée.

C'est la tactique qu'appliquèrent avec art les forces gouvernementales du moment. Elles ne tardèrent pas, du reste, à découvrir le dessous des cartes que tenait en main le général Castelnau, et à savoir que, mandataire de Napoléon III, il disposait de pouvoirs extraordinaires menaçant le Maréchal. Il était dès lors tout naturel d'admettre que le commandant en chef se tenait en méfiance contre le coadjuteur qu'on venait de lui imposer. Dans ces conditions, il était facile de les opposer l'un à l'autre; et comme on connaissait déjà les relations épineuses qui existaient entre le Ministre de France et le Maréchal, on était à peu près assuré de pouvoir désagréger moralement le *triumvirat* et de paralyser l'action, toute puissante alors, du Maréchal en donnant à ses acolytes des armes contre lui. Le plan était habile et devait guider la campagne à engager. Mais il fallait attacher le grelot et chacun se refusait. Ce furent deux nouveaux venus qui dictèrent et conduisirent l'opération.

En effet, un incident inattendu vint apporter un puissant renfort au parti clérical à qui l'Empereur avait, depuis peu, confié le pouvoir gouvernemental. Le paquebot de la fin d'octobre avait débarqué à Vera-Cruz deux personnalités de première importance, revenant d'Europe. C'étaient deux hommes d'action et de grande valeur, très populaires dans la race indienne : les deux leaders les plus acharnés, les plus militants du parti ultramontain que, pour cette raison, l'Empereur avait, deux ans auparavant, expulsé... poliment (?) du pays et envoyé en Europe comme ses représentants auprès de deux cours étrangères. Ils étaient généraux tous deux :

Marquez, le rusé, l'astucieux, le cruel; Miramon, le fougueux, l'orgueilleux, l'ambitieux, ancien président dont l'unique pensée a toujours été de le redevenir. Aussi, de retour à Mexico, il disait volontiers : « Je ne puis pas admettre qu'il y ait ici quelqu'un plus haut que moi ! » L'arrivée soudaine de ces deux lutteurs redoutables fut un événement et un malheur. Ils allaient tout brouiller et mettre le feu aux poudres.

Lorsqu'un matin parvint à Mexico la nouvelle télégraphique de l'arrivée à Vera-Cruz de Marquez et de Miramon, l'émotion fut considérable dans tous les milieux; car on comprenait que, dans l'état de surexcitation où se trouvaient tous les esprits, les plus graves événements étaient à prévoir. Cette émotion eut un écho sérieux au quartier général et surtout au ministère de la Guerre. Mon ministre, qui venait d'être avisé, me fit appeler aussitôt et m'exprima son mécontentement très vif et vraiment sincère, car si le général Tavera avait plus particulièrement appartenu au parti clérical, il était bien loin des exaltés et avait toujours approuvé notre politique conservatrice-libérale. Il considéra donc comme une calamité le retour de ces deux hommes et jugea spontanément qu'on ne pouvait pas tolérer que ces deux généraux, qui étaient chargés de missions en Europe, se soient rendus coupables d'abandonner leur poste sans permission et d'être ainsi clandestinement revenus au Mexique. Je m'efforçai naturellement de surchauffer ces justes sentiments. Estimant qu'il était nécessaire de faire un exemple à l'égard de ces allures d'indépendance que pouvaient prendre les officiers, surtout dans les grades élevés, le ministre était disposé à appliquer une mesure de rigueur. Il m'invita à me rendre auprès du Maréchal afin de prendre son opinion sur cette grave affaire et de lui faire connaître qu'il considérait comme nécessaire que le Maréchal télégraphiât l'ordre au commandant supérieur de Vera-Cruz de faire arrêter et mettre en forteresse les deux généraux. Je trouvai le Maréchal fort mécontent; il approuva absolument la mesure du ministre de la Guerre, mais me

chargea de lui dire que c'était lui, ministre, qui devait l'appliquer. Je revins; le général Tavera fut très contrarié, n'osant sans doute pas prendre cette décision grave, au point de vue gouvernemental, sans consulter l'Empereur, ce qui n'était pas possible en raison de son éloignement. Il me renvoya auprès du commandant en chef pour le supplier, dans un intérêt public, d'ordonner l'arrestation, comme chargé du maintien de l'ordre, surtout dans les troupes mexicaines impériales, dont il avait le commandement. Tout au moins il demandait que le Maréchal voulut bien l'inviter officiellement à prendre cette mesure que la situation générale imposait. Je retournai; mais le Maréchal, tout en déplorant ces difficultés et ne se considérant pas comme autorisé à s'immiscer dans les affaires de discipline de l'armée mexicaine, ne pouvait prendre cette responsabilité, mais engageait le ministre à agir. Je revins fort déconfit, sentant bien que le général Tavera n'oserait pas prendre une pareille décision, sans un appui effectif du Maréchal dont il appréciait la toute puissance indispensable, d'autant qu'il commençait à être dégoûté de tout ce qui se passait et souffrait d'être astreint à certaines obligations qui lui déplaisaient et d'être englobé dans un ministère dont la politique dépassait les bornes qu'il jugeait convenables. En effet, il ne fit rien et les deux généraux s'empressèrent de se rendre à Orizaba pour conférer avec l'Empereur.

Ils y firent de la jolie besogne. D'abord Maximilien n'était plus à Orizaba même; la petite ville était trop animée, trop remuante, accessible à toutes sortes d'étrangers de passage ou non, enfin occupée par des troupes françaises. L'Empereur, avec son esprit affaibli, troublé, s'y trouvait trop exposé à des rencontres, à des fréquentations, à des influences dangereuses qui n'étaient pas du goût du Padre Fischer. Alors, son Mentor l'avait récemment transporté dans une hacienda des environs, à la Jalapilla, délicieux séjour, du reste, au sein du parfum des orchidées, à l'ombre des oranges, des caféiers, des bananiers, où son terrible accapareur

le tenait séquestré, ne laissant parvenir jusqu'à lui que les conjurés du cléricalisme ultra dont il était l'âme et qui se cramponnaient à cet Empereur chancelant, s'accrochaient à lui comme les naufragés à une épave flottant encore sur des flots menaçants. Dans cette retraite, dont on écartait les profanes, Fischer accomplissait son œuvre de persuasion, catéchisait sans cesse l'esprit déprimé du malheureux prince. C'est dans ces conditions merveilleusement préparées, qu'apparurent les deux rescapés de haute marque du premier naufrage clérical. Ils se jetèrent presque aux pieds de l'Empereur; en tout cas, ils y mirent leurs épées et le conjurèrent de ne pas désespérer de leur pays, du sien (?) et surtout du parti clérical qui était prêt à tous les sacrifices pour asseoir définitivement l'Empire, libre bientôt de toutes les tutelles étrangères, si l'Empereur voulait bien mettre en lui son entière confiance, et, afin de lui laisser mener efficacement une campagne décisive contre les ennemis de la foi, de rendre à son clergé si dévoué, les biens et les honneurs dont on l'avait odieusement dépouillé. Les deux malins apôtres lui donnèrent aussi l'assurance qu'ils disposaient de toutes les ressources nécessaires pour soutenir la lutte dans laquelle Sa Majesté devait reprendre son étendard impérial. Marquez et Miramon ajoutèrent habilement une note flattant son amour-propre de descendant de Charles-Quint en faisant tinter dans son cœur le cri d'indignation d'un Empereur à la pensée de se laisser expulser par un aide de camp de l'Empereur des Français. Dans ce but et pour ébranler la résistance passive de la victime qu'ils vouaient au sacrifice et achever leur œuvre de séduction en exaltant sa colère, ils s'efforcèrent de répandre dans son esprit affolé un ferment de révolte qui parviendrait à vaincre ses hésitations. Ils rapportaient d'Europe la révélation de certaines négociations secrètes entamées par le Cabinet des Tuileries avec celui de la Maison Blanche pour rechercher et examiner des moyens d'entente entre la France et les Etats-Unis à l'égard d'une personnalité mexicaine à laquelle il serait possible de remet-

tre le pouvoir suprême après le départ de l'empereur Maximilien. En faisant connaître ces graves informations, ils démontrèrent au prince que les trois membres du *triumvirat*, et notamment le général Castelnau, devaient avoir pour mission de précipiter son départ.

Malgré ces instances si persuasives, si troublantes, Maximilien ne pouvait se décider à prendre une résolution définitive; car, en ce moment, il ne voulait pas brûler ses vaisseaux. Il conservait évidemment encore un secret espoir par delà les mers. Mais, considérant pourtant comme une mesure de prudence de se ménager au Mexique une position, un *modus vivendi* au cas où il devrait reculer le moment de son départ définitif, il se laissa faire une douce violence et promit au parti clérical de lui rendre ses biens et ses grandeurs.

Enflammés par leur succès, Marquez et Miramon partirent pour Mexico afin d'organiser la grande conspiration cléricale, préparer des capitaux, car ils avaient assuré à Maximilien la disposition immédiate de quatre millions de piastres; ils allaient surtout organiser, tout au moins secrètement pour le moment, les troupes qui devaient former l'armée Maximilienne et dans laquelle chacun d'eux aurait un important commandement; enfin, ils devaient réchauffer le zèle de leurs partisans et répandre partout la rosée de l'espérance. C'est alors que commença une véritable campagne contre l'Intervention française dont les chefs ignoraient encore les mystères du séjour à Orizaba de ces deux hommes dont ils n'avaient pas su se débarrasser, et qui croyaient toujours à la volonté ferme de l'Empereur d'abdiquer. Il l'avait peut-être encore, mais il avait besoin d'attendre quelque chose qui ne venait pas, selon son désir.

Le premier acte de cette campagne se manifesta par une démarche faite par M. Larès, président du conseil, et M. Luys de Arrayo, ministre du palais impérial. Ces deux personnages se firent donner par l'Empereur, via Marquez-Miramón, une mission ayant pour objet de prendre connaissance des dépêches ou communications verbales données par Napoléon III

au général Castelnau. Quelle outrecuidance! Voilà, du reste, un des premiers effets de la faute commise par l'Empereur des Français en n'accréditant pas son personnage auprès de l'Empereur du Mexique. Ces deux ministres, un fois munis des pleins pouvoirs de l'Empereur, se rendirent auprès du général Castelnau pour recevoir notification des instructions impériales françaises. C'était la paraphrase du rôle de cet officier général à l'égard du maréchal Bazaine. Mais, Castelnau pris au piège, se réfugia dans les clauses du *triumvirat*, ne pouvant rien faire ou dire sans la présence des autres membres de cette trinité! Les conseillers impériaux allèrent trouver le Maréchal qui leur fit la même réponse. C'était une véritable comédie dans laquelle les mandataires de Maximilien (voir toujours Marquez-Miramón) purent se demander: « Qui trompe-t-on ici? » Alors, sans se laisser décourager, ils écrivirent au Maréchal, le priant de leur notifier ce qu'ils devaient enfin faire connaître à leur Empereur sur divers points spéciaux qu'ils précisaient dans leur lettre. Ce qui ressort de plus caractéristique dans ce message au Maréchal, c'est que le général Castelnau ne leur avait pas dit toute la vérité sur le véritable rôle de sa mission et ne leur avait servi que des généralités connues de tout le monde et étrangères aux préoccupations essentielles du moment. Dans ces conditions, ils insistaient auprès du Maréchal pour qu'il déclarât par écrit qu'il n'y avait pas autre chose et, dans ce cas ils exposaient que Maximilien avait besoin d'être fixé sur sa conduite à tenir dans l'éventualité où on l'abandonnerait à ses propres forces, soit de continuer la lutte, soit de prendre un tout autre parti.

A ce coup droit bien porté, le *triumvirat*, dans la personne du Maréchal, riposta non moins habilement et répondit que la mission du général Castelnau avait pour but d'affirmer les intentions du gouvernement français de retirer ses troupes et de savoir si l'Empereur Maximilien pourrait se maintenir avec ses propres moyens.

Escobard n'aurait pas mieux dit pour répondre à côté, en retournant la demande!

Je reviens au message tendancieux du premier ministre : il contenait deux demandes d'ordre purement gouvernemental, réclamant d'abord la mise à la disposition de l'Etat mexicain de tous les établissements militaires nationaux. Cette demande avait pour objet secret de permettre à Marquez et à Miramon de constituer à leur fantaisie l'armée qu'ils devaient commander. En second lieu le Ministre priait le commandement supérieur de faire connaître à l'Empereur, et à l'avance, le moment où nos troupes devraient évacuer les localités de toutes importances que nous occupions. Ces deux demandes insignifiantes et à peine nécessaires étaient destinées à accompagner d'autres plus sérieuses ou bien à donner satisfaction à Marquez, car la première manquait son effet, attendu que, à part la citadelle de Mexico, tous les établissements militaires étaient déjà à la disposition du ministère de la Guerre; j'en savais quelque chose puisque j'y étais moi-même et que j'y faisais fréquemment des visites inopinées.

Enfin, dans cette lettre ministérielle on trouvait aussi le classique *in cauda venenum*. L'Empereur voulait connaître la date la plus reculée du départ des troupes françaises, et, ce qui était bien autrement indiscret, Sa Majesté désirait savoir, au cas où elle se démettrait du pouvoir, ce que le Maréchal et M. Castelnau (puisque le premier ne peut rien faire sans le second) comptaient faire pour éviter les désordres qui résulteraient alors de l'absence de gouvernement.

Ces demandes étaient nettes et précises; le triumvirat était obligé de se démasquer. Cependant le Maréchal, avec ou sans l'autorisation Dano-Castelnau, se tira encore assez habilement de ce trébuchet. « A malin, malin et demi. » Il ne répondit catégoriquement à aucune des questions principales; il ne parla pas de la date du départ des troupes, mais déclara que tant qu'elles resteraient au Mexique elles continueraient à maintenir l'ordre et à protéger les populations dans les ter-

ritoires qu'elles occuperaient, mais n'entreprendraient aucune expédition, évitant ainsi de s'engager sur la pacification qu'on lui demandait. Quant à l'abdication, il ne prononça pas le mot et se borna à déclarer qu'il lui était impossible d'exposer les mesures qu'il prendrait « le cas échéant », mais qu'il soutiendrait les intérêts français et assurerait l'ordre.

En somme, au milieu d'un pareil gâchis d'anarchie morale et matérielle, et avec de tels adversaires, on était bien obligé de ruser. Heureux encore quand on était assez habile pour réussir ce jeu-là!

Les conseillers de l'Empire n'obtinrent ainsi qu'un mince résultat dans la reconnaissance offensive qu'ils venaient d'entreprendre avec une hardiesse qu'ils n'auraient pas osé déployer auparavant avec le Maréchal tout seul, car sa haute autorité en imposait et on comptait avec son habileté à manœuvrer les politiciens du pays, même les plus retors. C'est ce que n'a jamais pu ou voulu comprendre le général Douay.

Le Maréchal, serré de près, conserva pourtant sa position en ne se livrant pas et resta ainsi sur la défensive, ce qui était une excellente tactique. Du reste, j'ai toujours été convaincu que cette démarche mixte, verbale et épistolaire, ne sortait pas du cerveau de Maximilien, alors incapable d'une pareille subtilité et, en tout cas, complètement édifié sur les questions mises en cause. Elle était conçue par le trio Fischer, Marquez et Miramon pour appuyer l'argument le plus puissant qui pût déterminer le Souverain à abandonner son projet d'abdication.

Cette tentative des impériaux avait donc à peu près échoué; mais le général Castelnau, se croyant plus habile que le Maréchal, naturellement, puisqu'il remplaçait Napoléon, tenta une contre-attaque et celle-ci fut maladroite. En courtisan zélé, il était impatient d'envoyer à son Souverain des informations précises sur les intentions de Maximilien, de témoigner ainsi de son empressement et de sa perspicacité, de pouvoir dire enfin, sans modestie : *Veni*

vidi, laissant pour l'avenir le troisième élément de la formule antique. Il eut l'extraordinaire idée de décider le capitaine Pierron, sur lequel il n'avait aucune action, puisque, bien qu'officier français il était à la disposition de l'Empereur, à se rendre à Orizaba pour sonder le sphinx couronné et savoir enfin quelles étaient positivement ses intentions. Cet officier, très fin, du reste, put-il tromper la vigilance du père Fischer, qui dut trouver étrange son voyage spontané et non motivé par un appel de l'Empereur ou une nécessité de service formelle ? C'est peu vraisemblable. En tout cas, Pierron revint avec la pensée que l'Empereur était bien résolu à s'embarquer. Et aussitôt, tenant enfin un os à ronger pour son maître, Castelnau lui envoya aussitôt la grande et excellente nouvelle. Ce message trompeur dut partir par le paquebot du 15 novembre.

Malheureusement, la réponse faite aux conseillers impériaux n'avait pas satisfait le père Fischer qui, mis en éveil par la mission insolite et imprudente du capitaine Pierron, ne se tint pas pour battu et résolut de revenir à la charge par une démarche personnelle de l'Empereur dirigée directement vers le Maréchal, sans tenir compte du triumvirat. La manœuvre était significative, car, en laissant entrevoir la possibilité de son renoncement au pouvoir, Maximilien priait le Maréchal de préparer, dans la circonstance, des dispositions spéciales auxquelles il attachait un grand prix et lui demandait de vouloir bien prendre vis-à-vis de lui des engagements à leur égard. On comptait bien, par cette mise en demeure de se prononcer, savoir si le triumvirat comptait réellement sur le départ. C'était concevoir assez habilement une démarche à deux fins. Elle fut si habile qu'elle réussit, car ce fut, cette fois, le triumvirat qui tomba dans le piège.

Du reste, cette lettre était inspirée par les plus généreux et les plus louables sentiments, car elle avait pour unique objet de prévoir les mesures que le Souverain entendait qu'on prît, *lorsqu'il quitterait le Mexique*, à l'égard de tous ceux qui s'étaient dévoués à sa cause, principalement

ceux qui s'étaient sacrifiés pour elle. Ces mesures étaient les suivantes :

1° Le gouvernement fera rapatrier, par ses soins, dans leurs pays respectifs, les individus qui forment la légion austro-belge ;

2° Les autorités françaises au Mexique prendront les dispositions nécessaires pour que, aux frais du Mexique, soit déterminée la somme nécessaire pour assurer des pensions à vie aux mutilés et invalides du corps austro-belge, somme qui sera répartie par une commission que nommera le Maréchal et dont feront partie les colonels Kodolitch et Van der Smissen qui auront la mission de faire parvenir aux intéressés la part qui leur sera attribuée.

3° Les mêmes autorités prendront encore des dispositions pour que le trésor mexicain paie 10.000 piastres que le Maréchal fera adresser à la princesse Iturbide. En même temps le Maréchal fera envoyer dans une ville de France une somme égale pour le jeune prince Iturbide ;

4° Les autorités françaises feront payer par le gouvernement mexicain à M. Sanchez Navarro, chambellan de l'Empereur, 45.000 piastres pour payer les dettes de la liste civile ; on lui enverra également ce que l'Etat reste à devoir sur la liste civile ;

Ces trois dernières dispositions devront être exécutées en entier le jour où quittera Mexico même la dernière colonne française.

5° Voici enfin les dispositions les plus piquantes : « Ma propriété privée restera confiée à votre propre sauvegarde, mon cher Maréchal, et avec les produits, je vous prierai, d'accord avec Sanchez Navarro, de vous conformer à la teneur de mes instructions. »

En reproduisant ces dispositions, d'apparence « in extremis », je ne puis me défendre d'une singulière ironie à l'égard des sentiments que durent éprouver M. Dano et le général Castelnau en contresignant dans l'article 4, les assurances qu'on paiera au Maréchal la valeur du palais de

Buena-Vista que l'Empereur donna en dot à sa femme et qui constituait une dette de la liste civile, au cas où le Maréchal n'en conserverait plus la jouissance effective.

Je me suis laissé entraîner à faire cette réflexion gouailleuse parce qu'il n'est pas banal de voir ces deux ennemis du Maréchal garantir l'exécution de cette libéralité impériale, mais je considère qu'en valeur absolue et dans son ensemble le document établi par Maximilien est phénoménal; et pourtant, ce qui l'est encore bien davantage, c'est que les pontifes du triumvirat l'aient pris au sérieux.

Comment peut-on admettre, en effet, que les desiderata de Maximilien qui, dans les formes et les termes où ils étaient présentés, prenaient l'allure de conditions posées, imposées même pour le cas où il déposerait sa couronne, aient pu être acceptés par qui que ce soit et dans de pareilles circonstances? Comment les trois représentants de la France ont-ils pu garantir de telles obligations dans l'état d'anarchie où se trouvait le pays? Aussi la réponse qu'ils ont faite à l'Empereur ne me paraît pas plus sérieuse que la demande. J'estime que, dans tous les cas, même celui où le Souverain aurait voulu se moquer d'eux, ces hauts personnages auraient dû, à ces propositions presque comminatoires malgré leur apparence sentimentale et douceuse, répliquer par cette simple déclaration : « Les conditions à remplir par l'intervention et qui sont formulées par Maximilien dans l'éventualité où il plairait à Sa Majesté d'abandonner le pouvoir, paraissent et sont trop délicates et d'une exécution matérielle trop difficile et problématique en présence des événements qui se produiraient alors et qu'on ne peut prévoir. Les signataires représentant l'Empereur des Français, ne croient pas pouvoir en garantir l'exécution et ne peuvent en prendre l'engagement, si désireux qu'ils soient de satisfaire aux intentions de l'Empereur, d'autant que ce n'est pas eux qui ont inspiré à Sa Majesté la pensée d'une abdication qui, jusqu'ici, semble lui être absolument personnelle. Ils déclarent enfin que, soucieux de donner, en cette circonstance, le té-

moignage d'une sympathie respectueuse des désirs de l'Empereur, ils s'engagent, au nom de la France et de son Souverain, à faire tous leurs efforts auprès du pouvoir, quel qu'il soit, qui succéderait à l'Empire, pour réaliser aussi scrupuleusement que possible les dispositions formulées par l'Empereur Maximilien. »

Une telle déclaration eût été la réponse méritée par l'ultimatum à peine déguisé et surtout non fondé envoyé par Maximilien, qui n'était en réalité qu'un ballon d'essai gonflé par Fischer et que ne sut pas dégonfler le triumvirat. Elle eût plongé dans l'embarras les ennemis du Maréchal et tous les cléricaux acharnés à retenir l'Empereur; car ils n'auraient pas pu continuer à exploiter le grand argument que le triumvirat, sous l'inspiration du général Castelnau, voulait le « pousser dehors », ce qui était humiliant pour Sa Majesté.

Que firent, au contraire, les membres de cette trinité incarnant la France? Ils rédigèrent, à la hâte, une lourde déclaration donnant satisfaction aux demandes assez fondées du reste, en principe seulement, qui concernaient le corps austro-belge ainsi que les mutilés et les invalides de ces troupes impériales; mais, en ce qui concernait les dispositions d'un ordre quasi-politique relatives à la famille de l'ex-empereur Iturbide et celles absolument personnelles à l'Empereur, telles que les dettes de la liste civile et la liquidation des comptes de la grande chancellerie, elles furent bien dévolues à M. Sanchez Navarro, mais elles ne furent pas garanties; on promit seulement des efforts!

Il est bien entendu qu'on ne fit pas mention des cent mille piastres représentant la valeur reconnue à son compte par Maximilien du palais du quartier général. Naturellement le Maréchal ne souleva pas la question devant le triumvirat et les autres, en bons petits camarades, se gardèrent bien d'en parler!

Cette réponse a, dans son esprit, le défaut d'admettre la possibilité presque assurée d'une abdication, puisqu'on s'y

engage d'une manière ferme à assurer certaines dispositions qui résultent de cette abdication, et, en ce qui concerne les autres, à obtenir satisfaction de la part du nouveau gouvernement du Mexique. C'est même sur ce mot que finit la déclaration collective. Toutefois, ce qui fut regrettable et révéla un manque de rouerie diplomatique, ce fut l'empressement que mirent les trois personnages à donner immédiatement la réponse à la demande impériale. Cette précipitation était une faute, car on laissait comprendre combien on était pressé de dégager l'Empereur des préoccupations qu'on peut qualifier de testamentaires pour un Souverain, afin qu'il pût sans tarder ni attendre, prendre la résolution du départ. On ne pouvait pas, en effet, apporter plus de diligence dans le règlement de cette affaire, car le message de l'Empereur fut envoyé par le capitaine Pierron au Maréchal le 12 novembre et c'est le jour même que la réponse fut conçue, rédigée et expédiée à Orizaba. C'était par trop hâter cette affaire et la traiter comme les ordonnances hydrauliques du docteur Purgon!

Maximilien comprit la portée de cet empressement et, désormais convaincu que les représentants de la France avaient hâte de le voir partir, ce qui était le but réel de la démarche qu'il avait faite, il s'empessa lui aussi de... « faire machine en arrière » en remettant en cause la question de fond, c'est-à-dire le départ.

Deux jours après, il envoya au Maréchal la note urgente et confidentielle que voici, et qui jeta un froid dans l'esprit de MM. Dano et Castelnau, car elle méconnaissait le triumvirat et déclarait nettement que c'était au Maréchal seul que Maximilien s'adressait pour régler ses affaires.

« Au Maréchal Bazaine,

« Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que M. Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais il reste à régler le définitif : un gouvernement établi pour protéger les intérêts compromis. Ces points ne

peuvent être traités sans une entrevue avec vous. (Quel coup de marteau pour les deux autres représentants de la France!) La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico. Je vous invite donc à venir un de ces jours ici, et en peu de paroles, nous pourrons tout arranger d'une manière satisfaisante. J'ai appelé ici, pour samedi, mon conseil d'Etat et mon président du conseil des ministres.

« MAXIMILIEN. »

C'était la débâcle du triumvirat; mais les deux évincés se rattrapèrent de leur exclusion de ce grand conseil gouvernemental d'où allaient vraisemblablement sortir des résolutions suprêmes.

En effet, le Maréchal, en recevant la communication impériale, comprit qu'en cette occurrence il devait se conformer aux instructions *officielles* du gouvernement français lui prescrivant de respecter la liberté d'action de Maximilien; et bien que la situation très troublée, menaçante même, dans laquelle se trouvait Mexico, ne lui permit guère de s'éloigner de son commandement, il résolut de répondre à l'appel du Souverain et de se rendre à Orizaba, mais il avait compté sans ses deux acolytes et surtout le général Castelnau qui s'y opposa, sous le prétexte qu'il avait ordre d'assister à toutes les réunions, de prendre part à toutes les décisions. Il se croyait évidemment l'*alter ego* de l'Empereur qui l'avait envoyé. Soutenu par M. Dano qui, lui, avait pris position dans le parti clérical ultra, tandis que le général n'avait aucun parti pris, il ne comprit pas pourquoi son collègue s'associait ainsi à lui pour empêcher le Maréchal d'aller à Orizaba, ce que les cléricaux redoutaient par dessus tout. On n'a jamais pu savoir, je crois, et on ne saura jamais sans doute, ce qui se passa entre les trois pontifes du triumvirat, car ils sont tous dans l'autre monde et personne n'a envie d'aller leur demander. Mais il est vraisemblable que le grand inquisiteur envoyé par Napoléon III aura brandi sa fameuse épée de Damoclès, retrait du commandement, pour empêcher le

Maréchal d'aller seul au conseil impérial. Celui-ci dut céder, car il renonça à se rendre à Orizaba. Il écrivit alors à Maximilien la lettre dont le laconisme aride décelait les sentiments de dépit de son auteur.

« A S. M. l'Empereur Maximilien,

« J'ai pris connaissance de la dépêche télégraphique de Votre Majesté, datée de ce jour. Malgré mon grand désir de me rendre auprès d'elle, il me paraît difficile de quitter la capitale dont Votre Majesté m'a confié la garde, avant l'arrivée du général Douay et sans que je sois tranquilisé sur les mouvements militaires ordonnés.

« BAZAINE. »

Cependant l'Empereur ne se laissa pas prendre par le prétexte et comprit que ce télégramme d'abstention était dicté par d'autres réserves que les motifs indiqués. Aussi il répondit aussitôt pour expliquer que rien ne pouvait faire croire qu'il eût l'intention d'abdiquer en faveur d'un parti quelconque et que le conseil n'avait pour objet que de s'entendre sur la question de savoir à qui il faudrait confier le pouvoir au moment où il lui conviendrait d'abdiquer. En attendant que la nation se prononçât, Sa Majesté accompagnait ces déclarations, vagues du reste, de considérations diffuses dont il était impossible de tirer aucune conclusion. En somme tout cela n'était que spécieux, subtil et destiné à mieux égarer l'esprit et le jugement des représentants de la France; c'était en outre peu sincère car les préoccupations et les décisions du conseil furent tout autres.

Cette dépêche, en tout cas, mettait fin à l'ingérence française dans les intrigues de l'abdication. Mais l'incident qui la motiva inspire des réflexions qui lui sont peu favorables. Le général Castelnau commit une faute grave en usant, sans discernement, des pouvoirs et des droits excessifs qu'il tenait de l'Empereur des Français. Il est très regrettable qu'il ait opposé son veto inconscient à la présence du Maréchal dans

ce conseil auquel l'Empereur l'avait convié, car il aurait appris là, d'une façon positive, quel était le fond de la pensée de Maximilien, ainsi que la nature des intrigues auxquelles se livraient avec ardeur les personnalités importantes du gouvernement et du parti clérical que dirigeaient très habilement Marquez et Miramon; il aurait pu découvrir également les projets qu'ils poursuivaient.

D'autre part, je suis convaincu que le Maréchal, avec sa finesse et son habileté, sa façon de manier et de séduire les Mexicains, enfin, par la grosse influence qu'il avait sur eux, à quelque parti qu'ils appartenissent, aurait modifié favorablement pour nous les déterminations que devaient prendre les partis qui s'agitaient pour ou contre l'abdication et modifié même les décisions de l'Empereur. En s'abstenant, il laissait le champ libre aux pires influences. Nous verrons les résultats par les événements qui vont suivre.

Mais si j'incrimine l'emploi irréfléchi de ses droits que fit le général Castelnau, dont le grand tort fut de ne pas comprendre que son veto ne pouvait aller jusqu'à interdire au Maréchal la faculté de répondre à un appel de l'Empereur qui voulait ses conseils et non pas ceux de tout autre, je dois aussi faire un reproche à Napoléon III de n'avoir pas prévu que les droits qu'il donnait ainsi à son aide de camp pourraient entrer en conflit avec l'Empereur du Mexique, car il est vraisemblable qu'il n'eut jamais la pensée d'obliger ce Souverain à subir la présence de son général Castelnau quand il voudrait s'entretenir confidentiellement avec le Maréchal tout seul. Cette mission était mal montée, apparemment placée en des mains maladroites, et elle ne devait, trop souvent, produire que des résultats regrettables. Car enfin, Castelnau était venu pour assurer l'abdication de Maximilien et il fut une des causes qui décidèrent Maximilien à rester au Mexique.

Si j'insiste parfois sur cette fameuse mission Castelnau pour la mettre au point, c'est qu'on en a beaucoup parlé, sans en rien savoir ou à peu près, à l'exception des très rares

écrivains qui ont jusqu'à ce jour soulevé quelques coins du voile épais étendu depuis si longtemps sur l'entreprise mexicaine, qui fut une campagne presque aussi diplomatique que militaire.

Huit jours après cette clôture des relations avec Maximilien au sujet de l'abdication, le 26 novembre, eut lieu l'ouverture du Congrès d'où devaient sortir les destinées de l'Empire. Un très grand nombre de personnages appelés firent défaut. Il convient, sans nul doute, d'attribuer la plupart des abstentions à la peur intense qu'eurent les conseillers d'Etat ou autres d'affronter les dangers d'un voyage de 60 lieues au travers d'une région qui, depuis quelque temps, était sérieusement menacée par les partisans de Juarez. Il ne parut à Orizaba que dix-huit personnages dont quatre ministres; ce furent évidemment les plus passionnés, car les discussions furent ardentes. Du reste ils étaient conduits et dirigés par Miramon lui-même.

Le Conseil fut partagé en deux groupes à peu près égaux, ce qui montrait quel désarroi d'esprit et de tendance régnait dans le camp des impériaux. En tout cas, malgré les assertions de l'Empereur au Maréchal, on y discuta l'abdication proprement dite, et le maintien de l'Empire n'obtint que dix voix de majorité, acquise surtout par les 4 ministres qui naturellement voulaient conserver leur position.

Ce principe admis, tant bien que mal, on examina si le gouvernement pourrait se maintenir avec les simples ressources militaires et financières qui lui resteraient après le départ des Français. La logique aurait voulu qu'on se prononçât d'après la même répartition de voix que pour le maintien de l'Empire qui dépend absolument de cette deuxième considération; il n'en fut pas ainsi. L'illogisme régnait partout alors, et les voix se partagèrent également. Mais, comme le président du Conseil était de ceux estimant que l'Empire pourrait lutter, le vote ex-æquo fut acquis en faveur de son maintien. Quelle incohérence! Et l'Empereur accepta cette solution! S'il avait mesuré la gravité du

vote où, sur 18 des plus hauts soutiens de l'Empire, on trouve neuf voix pour le renverser, il aurait compris que sa place n'était plus au Mexique.

Il fallait que ses dispositions personnelles récentes eussent singulièrement changé. Pour quelles raisons donc? Je vais les mettre en lumière.

Il me faut faire un retour en arrière pour exposer un incident extraordinaire qui fut la cause des incertitudes et des tergiversations que, depuis près d'un mois, on constatait dans la conduite de l'Empereur.

Quelques jours après son arrivée à Orizaba, fin d'octobre, Maximilien découvrit dans les journaux américains le texte d'une lettre que M. Eloin, son conseiller intime, lui avait adressée d'Europe mais qui ne lui était pas parvenue. Qu'était-il donc arrivé?

Ce M. Eloin, que j'ai déjà quelque peu malmené, à divers points de vue, avait été envoyé en Europe avec une mission mystérieuse dont le caractère était dissimulé par un prétexte quelconque. Le 17 septembre, écrivant à Maximilien pour lui faire part des informations les plus confidentielles, il eut la maladresse, inouïe pour un homme qui fait acte de conspiration, d'envoyer son message sous double enveloppe au consul du Mexique à Washington. C'était déjà une grande imprudence que de prendre une pareille voie; mais le plus extraordinaire fut qu'il oublia que dans cette capitale des Etats-Unis, il y avait deux consuls du Mexique, celui du gouvernement impérial, que ne reconnaissait pas le gouvernement américain, et celui de Juarez, seul officiel et qui était très en faveur et très répandu. Dans ces conditions et tout naturellement, de la meilleure foi du monde, la poste remit la lettre au consul de Juarez, lequel, enchanté de cette prise de guerre fortuite qui lui tombait du ciel, s'empressa de la communiquer à son gouvernement et aux journaux américains.

La lecture des passages essentiels de ce document peu banal suffit pour faire apprécier la haute gravité de sa divulgation.

« Bruxelles, 17 septembre 1866.

« Sire,

« L'article du *Moniteur Français*, désavouant l'entrée aux ministères de la Guerre et des Finances des généraux français Osmont et Friant, prouve que désormais et sans pudeur, le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'Empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer aussitôt une solution. Pour chercher à expliquer sa conduite... le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée, et qu'ainsi il lui fût possible de procéder seul à réorganiser un nouvel état de choses. J'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner satisfaction à une politique qui doit répondre, tôt ou tard, de l'odieuse de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la conséquence.

«J'ai l'intime conviction que l'abandon de la partie avant le retour de l'armée française, serait interprété comme un acte de faiblesse et l'Empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, dégagé de la pression d'une intervention étrangère qu'il doit faire un nouvel appel, c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

« Si cet appel n'est pas entendu, alors, Votre Majesté ayant accompli sa noble mission, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ et au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir, elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards.

«En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien n'est encore fait, l'Empereur est découragé, le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication; ses sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'Empire. En Vénétie, tout un parti veut acclamer son an-

ancien gouverneur; mais quand un gouvernement dispose des élections sous l'empire du suffrage universel, il est facile de prévoir les résultats.

« J'ai l'honneur, Sire....

« F. ELOIN. »

La première partie de cette lettre explique l'attitude dernière de Maximilien, si malencontreusement inspirée par ce fanatique haineux de la France qui, de loin, fait autant de mal à son maître qu'il en faisait durant son séjour à Mexico. Cet imprudent conseiller s'imagine que le Mexique est toujours ce qu'il était alors, et il croit possible une consultation nationale quelconque. Quelle coupable aberration! Car il pousse l'Empereur à une perte certaine.

Mais, si Maximilien a pu se sentir réconforté par ce début, il a dû être terrifié en découvrant la publicité à laquelle était livrée la révélation de ses coupables projets à l'égard de son frère, l'Empereur d'Autriche; et, comprenant que, sans doute, c'était la fin de ses rêves d'ambition criminelle, il dut songer avec effroi à quelles humiliations cruelles il eût été exposé si, n'ayant pas eu connaissance de cette situation nouvelle qui lui était créée à la Cour d'Autriche, il se fût embarqué, comme il y était fermement résolu, et eût débarqué à Trieste.

Ce fut alors, et au moment où, à Mexico, on considérait son départ comme un fait accompli, que tout était disposé à bord du *Dandolo*, qu'il envoya l'ordre à cette frégate d'éteindre les feux déjà allumés.

Il ne pouvait plus songer, en effet, à franchir ce Rubicon qu'était pour lui l'Océan, pour le moment du moins, car il ignorait l'accueil qu'avait fait à cette révélation l'Empereur d'Autriche, son frère. Cependant, après ce dur moment d'émotion, il n'abandonna pas des vœux, des rêves qu'il entretenait depuis si longtemps et qui, d'après les impressions de M. Eloin, lui semblaient toujours réalisables. Dès lors, cet incident fâcheux n'était plus pour lui qu'un contre-temps,

sans doute passer. C'est pourquoi, dans tous les pourparlers, les décisions, les déclarations qui se produisent au sujet de son abdication, il paraît toujours se réserver une porte de sortie et qu'il émet personnellement la volonté de réunir un grand Congrès national, formule Eloin, sorte d'états-généraux émanant de la nation tout entière et sans distinction de partis, qui serait appelé à se prononcer sur l'opportunité de la prolongation de l'Empire ou sur la substitution à ce régime d'un autre gouvernement que désignerait la volonté de la nation ainsi consultée. Par ce moyen, il se réservait l'avenir et trouverait un moyen plus honorable pour déposer une couronne qui ne ferait plus le bonheur de son peuple, se constituer ainsi une auréole de désintéressement et de libéralisme qui lui permettrait de rentrer, sans crainte peut-être, en Autriche et d'y jouer le rôle important qui venait d'être dévoilé, toujours formule Eloin, et pour lequel il se sentait destiné, formule Maximilien!

Si, d'autre part, l'Empereur tarda à sanctionner officiellement la résolution de ressaisir le sceptre par une proclamation à son peuple, et de revenir dans sa capitale, c'est qu'il attendait les nouvelles qui ne pouvaient tarder à lui venir d'Europe sur l'impression produite en Autriche, à la Cour et dans le cœur de l'Empereur, son frère aîné.

Durant cette attente anxieuse, son esprit s'égarait au travers des résolutions qui lui restaient à prendre. En Europe, que trouverait-il? Sa meilleure conseillère, l'Impératrice? Elle était folle! La Cour d'Autriche lui laisserait peut-être espérer un accueil purement bienveillant? Oui, sans doute, mais à la condition de rester muré dans son château de Miramar, en simple citoyen de la commune de Trieste! C'était peu pour une ambition qui a inspiré toute sa vie, c'était bien vulgaire pour un Habsbourg!

Il reçut, en effet, des nouvelles, mais lui seul dût les connaître toutes. On a su cependant que la Cour d'Autriche ne lui serait pas bienveillante, que François-Joseph avait fait savoir à son ambassadeur à Mexico sa volonté formelle d'in-

terdire à son frère Maximilien l'accès du territoire autrichien, s'il rentrait en Europe avec son titre d'Empereur. Enfin, sa mère, l'Impératrice douairière, qui avait cependant pour lui une affection toute spéciale, lui écrivait qu'il devait « s'enterrer sous les murs de Mexico plutôt que de se laisser amoindrir par la politique française ». Ce cri du cœur d'une mère de vieille et noble race, étouffant la voix du sang, dut faire sur le jeune Empereur une impression profonde et la grandeur d'âme du Habsbourg ressuscita. Maximilien, galvanisé par cette inspiration maternelle, n'eut plus qu'un idéal, l'honneur de sa couronne, ou la gloire du sacrifice. Puis, ajustant à sa cause la parole superbe adressée à son peuple par François I^{er}, prisonnier de son aïeul Charles-Quint, il cria à sa conscience : « Tout sera perdu, fors l'honneur! » Et s'adressant à ses Mexicains, qu'il croyait tous fidèles, il leur lança une dernière proclamation qui, d'après l'ordre de sa mère, l'appelait à Mexico pour le conduire à Queretaro!